



ADAPEI 49

**Association départementale de parents
et amis de personnes handicapées mentales**

126 rue Saint Léonard - BP 71857
49018 ANGERS CEDEX 01

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Laurent DEBREE

Expert-Comptable
Commissaire aux comptes

Association ADAPEI 49

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association ADAPEI 49,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADAPEI 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Règles et méthodes comptables

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes utilisées et plus particulièrement la comptabilisation des ressources en termes de séparation des exercices et de rattachement des charges aux produits. Nous avons également vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessous et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation du coût d'entrée des immobilisations ainsi que les modalités d'amortissement de ces immobilisations dans le paragraphe intitulé « Analyses détaillées par poste - Immobilisations / amortissements ».

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la comptabilisation des provisions pour congés payés dans le paragraphe intitulé « Principes et méthodes comptables - Principes par poste ».

Estimation comptable

Votre association a constitué une provision pour engagement de retraite telle que décrite dans les règles et méthodes comptables de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation de cette provision s'est fondée sur une estimation indépendante comparée avec celle de votre association.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ecouflant, le 6 juin 2025
Le Commissaire aux comptes

BDO Atlantique
représentée par Laurent DEBRÉE
Associé



Association ADAPEI 49

**Bilan, compte de résultat et annexe
au 31 décembre 2024**

Bilan

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2024 à 12/2024

ACTIF	Brut 2024	Amortissement 2024	Net 2024	Net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, logiciels	653 414	572 253	81 161	29 703
Autres immobilisations incorporelles	183 568	61 610	121 957	1 000
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	726 617	6 648	719 968	721 697
Constructions	14 814 319	8 966 922	5 847 396	6 177 411
Installations techniques, matériel et outillage industrie	9 688 237	7 965 035	1 723 202	1 952 421
Autres immobilisations corporelles	20 569 254	14 516 241	6 053 013	6 242 263
Immobilisations corporelles en cours	19 750		19 750	22 336
Avances et acomptes				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par leg ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	388 300		388 300	383 616
Autres titres immobilisés				
Prêts	728 201		728 201	608 647
Autres immobilisations financières	211 581	16 000	195 581	202 683
TOTAL I	47 983 241	32 104 709	15 878 531	16 341 777
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en cours	869 554		869 554	835 405
Avances et acomptes				841
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 202 875	154 075	5 048 800	5 204 975
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	4 514 316		4 514 316	4 917 049
Valeurs mobilières de placement	3 157 364	148 944	3 008 420	2 991 336
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	6 575 089		6 575 089	6 472 649
Charges constatées d'avance	440 671		440 671	316 252
TOTAL II	20 759 870	303 019	20 456 850	20 738 508
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	68 743 110	32 407 729	36 335 382	37 080 285

(2) Dont créances à moins d'un an : 10 369 444€ (en valeur brute)

Bilan

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2024 à 12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	3 578 097	3 578 097
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	8 436 979	8 490 284
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	8 436 979	8 490 284
Autres réserves		
Report à nouveau (1)	3 221 397	2 087 950
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>	2 884 545	1 926 411
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	1 205 951	859 252
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>	-853 593	-682 209
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	-15 505	-15 505
Excédent ou déficit de l'exercice (2)	-168 697	1 083 338
Situation nette (sous-total)	15 067 777	15 239 669
Subventions d'investissement	1 973 424	1 998 207
Provisions réglementées	246 681	256 781
TOTAL I	17 287 881	17 494 656
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	2 705 247	2 541 998
TOTAL II	2 705 247	2 541 998
PROVISIONS		
Provisions pour risques	3 205 702	3 180 193
Provisions pour charges		
TOTAL III	3 205 702	3 180 193
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (4)	4 244 983	4 724 056
Emprunts et dettes financières diverses (5)	20 534	18 400
Avances et acomptes reçus sur commande		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 260 855	2 118 168
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	6 281 413	6 862 436
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 995	2 995
Autres dettes	262 818	134 812
Produits constatés d'avance	62 955	2 570
TOTAL IV	13 136 552	13 863 438
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	36 335 382	37 080 285

(1) Dont sous contrôle de tiers financeurs : -399 228€

(2) Dont sous contrôle de tiers financeurs -709 226€, résultat de gestion propre +523 029€ et impact des écritures de consolidation +17 500€

(4) Dont Soldes créditeurs de banque : 0€

(4) Emprunts (hors intérêts courus) : 4 233 042€ dont à moins d'un an : 476 978€ et dont à plus d'un an : 3 756 064€

(5) Caution reçue : 20 534€

Comptes annuels

Exercice clos au 31 décembre 2024

Page 5 sur 28

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2024 à 12/2024

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	46 635	35 430
Ventes de biens et de services		
Ventes de biens	3 886 710	4 358 730
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestation de service	12 987 233	12 639 945
<i>Dont parrainages</i>	308 975	302 807
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	44 604 272	43 568 715
<i>Dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	35 726 518	35 053 466
Versements des fondateurs ou conso de la dot consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts	542 762	273 567
Utilisations des fonds dédiés	588 889	660 383
Autres produits	-39 769	-11 283
TOTAL I	62 616 732	61 525 487
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	32 432	28 217
Variation de stock		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	1 110 275	1 946 230
Variation de stock	-65 691	93 974
Autres achats et charges externes	14 560 921	13 312 922
Aides financières	18 904	
Impôts, taxes et versements assimilés	2 539 124	2 498 003
Salaires et traitements	31 010 537	29 641 177
Charges sociales	10 865 194	10 492 645
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 628 636	2 648 774
Report en fonds dédiés	752 137	340 872
Autres Charges	207 952	158 131
TOTAL II	63 660 421	61 160 945
1.RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 043 688	364 542

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

Dossier : 9990 - Conso ADAPEI 49 - Période de : 01/2024 à 12/2024

	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	16 269	12 857
Autres intérêts et produits assimilés	109 407	90 594
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	57 335	89 150
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	183 011	192 600
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	137 243	150 778
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		54 757
TOTAL IV	137 243	205 535
2.RESULTAT FINANCIER (III-IV)	45 768	-12 935
3.RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-997 920	351 607
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	745 381	590 422
Sur opérations en capital	183 686	216 639
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	44 341	109 795
TOTAL V	973 407	916 856
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	107 995	138 080
Sur opérations en capital	8 190	10 466
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions	12 505	22 442
TOTAL VI	128 691	170 988
4.RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	844 716	745 868
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	15 493	14 137
Total des produits (I+III+V)	63 773 150	62 634 942
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	63 941 847	61 551 605
EXCEDENT OU DEFICIT	-168 697	1 083 338

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

PRESENTATION DE L'ENTITE

A. Objet social

Association créée le 5 juillet 1959, l'Adapei 49 se revendique comme une association de parents, militante et gestionnaire dans le champ du handicap.

L'Adapei 49 a pour buts la protection et la promotion de la personne en situation de handicap. Elle a pour mission :

- ⇒ d'accompagner les personnes handicapées tout au long de leur vie et leurs familles ;
- ⇒ de défendre leurs droits à l'éducation, au travail, aux loisirs, à une vie autonome ;
- ⇒ de militer pour une société inclusive, solidaire et respectueuse des différences.

L'Adapei 49 s'inscrit dans le mouvement parental national par son adhésion à l'Unapei. Sa zone d'intervention territoriale s'étend prioritairement sur l'ensemble du département de Maine et Loire.

B. Gestion propre et gestion contrôlée

Les établissements gérés par l'Adapei 49 appartiennent à deux catégories.

La gestion propre regroupe les Entreprises Adaptées, Adapei Formation, l'Habitat inclusif, le dispositif d'emploi accompagné (DEACC 49), le pôle d'appui et de ressources handicap (PARH 49), le Siège, auxquels s'ajoutent les instances associatives que sont la Vie associative, et les Comités Locaux. Les résultats de ces différentes comptabilités sont présentés à l'Assemblée Générale et un vote doit permettre leur affectation.

La gestion contrôlée regroupe les IME, les SESSAD (dont le dispositif APIC'S pérennisé par l'ARS sous forme de SESSAD à compter du 1^{er} décembre 2014 après 3 années de phase expérimentale), les Foyers d'Hébergement, les SAVS, les Foyers de Vie et SAJE (Service d'Accueil de Jour Externalisé), le FAM, le SAMSAH (ouvert au 1^{er} décembre 2015).

A compter de 2021, ESCA'L (service de sports, culture et loisirs) est intégré à la gestion contrôlée car le périmètre des activités sports et loisirs est soumis au contrôle du Conseil Départemental du Maine et Loire et ce dispositif fait partie des établissements et services recensés dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (2021-2026).

Depuis l'ERRD 2023, la section commerciale des ESAT (BAPC) fait partie intégrante de l'ERRD et est soumis au contrôle des autorités de tarification.

Les résultats des comptabilités de ces établissements sont présentés à l'Assemblée Générale mais ne nécessitent pas de décision quant à leur affectation du fait du contrôle obligatoire par les autorités de tarification.

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

C. Modalités de financement des établissements en gestion contrôlée

Pour les établissements sous CPOM, l'Adapei 49 perçoit une dotation globale de financement mensuelle basée sur le budget exécutoire arrêté par le financeur, sans connexion directe avec l'activité réalisée.

Pour les établissements relevant du Conseil Départemental (Foyers, SAMSAH, SAVS), le mode de financement était exclusivement basé sur la facturation des journées réalisées jusqu'au 31 mai 2013. A compter du 1^{er} juin 2013, ce mode de facturation s'applique uniquement aux usagers relevant des départements autres que le Maine et Loire, tandis qu'un système de « Prix de journée globalisé » a été mis en place par le Conseil Départemental du Maine et Loire au titre de ses usagers, et réside en le versement d'une dotation mensuelle basée sur le budget exécutoire retenu.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

A. Ouvertures / Fermetures / Evolution de l'association

Le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) en vigueur pour le pôle IME / SESSAD / FAM (partie Soins) et pour les ESAT a été signé le 10 avril 2014 au titre de la période avril 2014 – avril 2019. Ce contrat d'objectifs et de moyens couvre l'ensemble des 18 établissements et services suivants : 6 IME, 5 SESSAD, 5 ESAT, 1 FAM, 1 SAMSAH, et intègre l'autorisation de frais de siège pour la même période (avril 2014 à avril 2019), le taux de frais de siège restant inchangé (3,57% des charges brutes ou valeur ajoutée selon la nature des établissements).

Un avenant de prorogation en date du 15/07/2020 prévoit la reconduction de l'ensemble des dispositions du CPOM jusqu'à la signature effective du nouveau CPOM.

Un nouveau CPOM a été signé le 12 juillet 2021 et couvre la période de 5 ans août 2021 – août 2026. Ce CPOM est tripartite et comprend :

- ⇒ les 16 établissements et services relevant de l'ARS (6 IME, 5 SESSAD, 5 ESAT),
- ⇒ les 7 établissements et services relevant du Conseil Départemental (3 FH, 2 FV, 2 SAVS),
- ⇒ les 2 établissements et services à financement mixte (SAMSAH + FAM)
- ⇒ et ESCA'L, service de sport, loisirs et vacances adaptés.

Ce nouveau CPOM prévoit l'autorisation de frais de siège pour la même période (août 2021 à août 2026), le taux de frais de siège restant inchangé (3,57% des charges brutes ou valeur ajoutée selon la nature des établissements).

Au cours de l'année 2020, de nouveaux dispositifs avaient été déployés : un dispositif d'emploi accompagné (DEACC 49), le Pôle d'Appui et de Ressources Handicap (PARH 49) et un service d'Habitat inclusif.

En 2021, l'association a connu un développement à travers les situations suivantes :

- ⇒ l'ESAT et le SAVS de l'Argerie ont fait l'objet d'un transfert d'agrément et de reprise de gestion de l'ARPEP Pays de la Loire vers l'Adapei 49 au 1^{er} juillet 2021 ;
- ⇒ la reprise de l'EA Arceau (Vyv3) devenue EA Verrières-en-Anjou a été effective au 1^{er} janvier 2021 ;
- ⇒ la création de SAJE (Service d'accompagnement de jour externalisé) au 1^{er} juin 2021.

En 2022, l'association a créé une Equipe d'Appui aux Assistants Familiaux et a poursuivi le développement de l'Equipe Mobile de Soins.

L'année 2023 s'inscrit dans la continuité, sans évolution du périmètre de l'association.

En 2024, un second habitat inclusif a fait l'objet d'une ouverture à Saumur début mars 2024.

B. Evènements postérieurs à la clôture

Des évolutions de moyens en base pérenne à compter du 01/01/2025 ont été octroyés en lien avec les besoins des services du PCPE situations complexes (+75 000€) et PCPE gestion de liste d'attente (+88 000€).

Suite à l'appel à candidature du Conseil départemental de Maine-et-Loire et de l'ARS des Pays de la Loire ayant pour objet la transformation et le développement de l'offre d'accompagnement des personnes en situation de handicap, nos propositions suivantes ont été retenues :

- ⇒ création de 20 places de SAMSAH
- ⇒ création de 7 places en FAM sur le site de la Longue Chauvière
- ⇒ transformation des foyers d'hébergement en centres habitat

La notification budgétaire et le calendrier de déploiement restent à définir.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

A. Plan comptable général

L'Adapei 49 applique le règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des associations et applicable à compter du 1^{er} janvier 2020. L'Adapei 49 suit également les spécificités du secteur sanitaire et social prévues dans le plan comptable des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés M22bis et par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n°2019-04 du 8 novembre 2019.

Dans le respect de l'application au 1^{er} janvier 2020 des règlements ANC 2018-06 et 2019-04, des modifications ont été apportées dans la présentation des états financiers :

- ⇒ les fonds propres au passif du bilan détaillent le montant relevant de la gestion contrôlée ;
- ⇒ les subventions d'investissement non amortissables ont fait l'objet d'un reclassement en report à nouveau ;
- ⇒ les provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations ont été reclassées en fonds dédiés ;
- ⇒ les variations sur les fonds dédiés (dotations et reprises) sont désormais classées au niveau du résultat d'exploitation et non plus au niveau du résultat exceptionnel.

Du fait de l'existence de convention de fusion de comptes bancaires auprès de 3 banques, les comptes bancaires de chacune de ces 3 banques ont fait l'objet d'une compensation de façon à présenter le solde fusionné de l'ensemble des comptes à partir du 31/12/2023.

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

B. Principes par poste

Les méthodes comptables utilisées en 2024 sont les mêmes que celles utilisées en 2023, ceci dans l'hypothèse de la continuation de l'activité. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les plus ou moins-values de cessions sont inscrites dans les comptabilités des établissements sur les sections d'investissement, avec toutes les conséquences budgétaires qui en découlent.
Les emprunts sont portés sur les comptabilités des établissements concernés.

Il convient de rappeler qu'un changement de méthode comptable a été appliqué à compter de l'exercice 2015, conformément à une demande émanant de nos financeurs : pour les établissements sous contrôle de tiers financeurs, les variations de provisions pour congés payés étaient comptabilisées jusqu'en 2014 dans un compte de bilan (116200) de façon à ne pas avoir d'influence sur le résultat d'exploitation tout en mettant en avant la dette dans chaque établissement, puis retraitées en consolidation dans le compte de charge d'exploitation 641200 afin de se conformer aux règles comptables en vigueur. A compter de 2015, ces mêmes variations sont directement comptabilisées en compte 641200 pour l'ensemble des établissements, et font l'objet d'une proposition d'affectation de résultat sur l'année suivante en compte de bilan 116200.

C. Dérogation aux principes et / ou changement de méthode

Les dotations et reprise de provisions pour risques prud'homaux relatives aux établissements sous contrôle du Conseil Départemental sont comptabilisées dans les comptes consolidés, et non dans les comptes individuels des établissements concernés, en raison du rejet systématique de ce type de charge par le financeur. Aucun impact n'a été comptabilisé sur l'exercice 2024 au titre de ce retraitement de consolidation.

Il est de même comptabilisé dans les comptes consolidés une provision pour dépréciation des Valeurs Mobilières de Placement au titre d'une moins-value latente vieille de plusieurs années. Cette provision pour dépréciation s'élève à 148 944€ au 31 décembre 2024, contre un solde de 206 279€ au 31 décembre 2023, la différence se traduisant par la comptabilisation d'une reprise de provision (produit financier net) de 57 335€ dans le compte de résultat 2024.

Les provisions pour indemnités de départ à la retraite sont partiellement constituées au sein des établissements sous financement de l'ARS et du Conseil Départemental.
La partie non financée est comptabilisée au niveau de la consolidation. Ainsi, en 2024, une reprise de provision pour indemnité de départ à la retraite a été comptabilisée pour 25 935€.

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

ANALYSES DETAILLEES PAR POSTE

A. Immobilisations / amortissements

Pour les amortissements, la méthode linéaire au prorata temporis reste inchangée.

L'application de la partie des normes IFRS introduite dans le droit comptable français a été réalisée (méthode dite des « composants »). Ces normes ne concernent que l'immobilier.

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

⇒ Constructions	décomposition IFRS
• Gros œuvre	65 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 40 ans
• Façade / étanchéité	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 30 ans
	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction d'occasion sur une durée de 20 ans
• Installations Techniques	15 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 20 ans
	15 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction d'occasion sur une durée de 15 ans
• Agencements	10 % du montant de l'acquisition ou en fonction des factures lors d'une construction neuve sur une durée de 15 ans
• Honoraires d'architecte associés	30 ans
⇒ Matériel	5 à 7 ans selon la nature
⇒ Mobilier	7 ans
⇒ Matériel informatique	3 ans
⇒ Agencements installations	10 à 20 ans selon la nature
⇒ Matériel de transport	5 à 7 ans

N.B : pour le matériel dans les structures de Travail Adapté, les durées d'amortissement sont modulées en fonction des durées d'utilisation, parfois très courtes (par exemple : matériel Espaces Verts).

De même, en cas d'acquisition d'un bien d'occasion, la durée d'amortissement est ajustée en fonction de l'espérance de vie résiduelle du bien concerné.

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

TABEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES AU 31 DECEMBRE 2024 (CONSOLIDE)

	VALEUR BRUTE AU 01/01/2024	ACQUISITIONS 2024	SORTIES 2024	VALEUR BRUTE AU 31/12/2024	AMORTISSEMENTS AU 01/01/2024	DOTATIONS 2024	REPRISES 2024	AMORTISSEMENTS AU 31/12/2024	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2024
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	630 207	206 775	0	836 982	599 504	34 359	0	633 863	203 119
TERRAINS	726 617	0	0	726 617	4 920	1 728	0	6 648	719 968
CONSTRUCTIONS	14 814 319	0	0	14 814 319	8 525 092	346 549	0	8 871 641	5 942 677
MATERIEL	9 540 240	446 884	298 887	9 688 237	7 588 977	672 848	295 632	7 966 193	1 722 044
MOBILIER	2 192 804	37 435	84 939	2 145 300	2 025 770	55 012	84 939	1 995 843	149 457
AGENCEMENTS	14 156 793	372 514	78 654	14 450 652	9 085 214	644 336	78 654	9 650 896	4 799 756
MATERIEL DE TRANSPORT	3 228 523	388 853	66 053	3 551 323	2 289 127	292 197	58 472	2 522 851	1 028 471
MATERIEL BUREAU / INFORMATIQUE	33 271	0	0	33 271	20 094	0	0	20 094	13 177
MATERIEL FINANCE PAR TAXE D'APPRENTISSAGE	415 955	38 701	65 949	388 708	363 720	27 628	65 949	325 399	63 309
TOTAL	45 738 728	1 491 161	594 481	46 635 408	30 502 418	2 074 657	583 646	31 993 429	14 641 979

Le solde des immobilisations en cours s'élève par ailleurs à 19 750€ au 31 décembre 2024.

La provision pour dépréciation des constructions d'un montant de 95 281€ correspond à la différence entre la valeur d'usage et la valeur nette comptable de l'internet Trémur à l'actif du bilan de l'IME Europe au 31/12/2024.

B. Fonds propres

Les fonds propres comprennent les fonds associatifs, les différents types de réserves, le report à nouveau des résultats des exercices précédents, le résultat de l'exercice ainsi que les subventions d'investissement et les provisions réglementées.

Le tableau suivant présente la variation entre 2023 et 2024 des fonds propres après consolidation.

Nature	31/12/2023	Affectation résultat 2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
Fonds associatifs	3 578 097				3 578 097
Réserve de trésorerie	712 039				712 039
<i>dont Réserve de trésorerie sous gestion contrôlée</i>	712 039				712 039
Réserve d'investissement	4 628 682				4 628 682
<i>dont Réserve d'investissement sous gestion contrôlée</i>	4 628 682				4 628 682
Réserve de compensation des charges d'exploitation	1 511 532	-46 727			1 464 805
<i>dont Réserve de compensation des déficits d'exploitation sous gestion contrôlée</i>	1 374 965	-46 727			1 328 238
Réserve de compensation des charges d'amortissement	1 638 032	-3 383		-3 196	1 631 453
<i>dont Réserve de compensation des charges d'amort. sous gestion contrôlée</i>	1 638 032	-3 383		-3 196	1 631 453
Report à nouveau	2 087 950	1 133 448			3 221 397
<i>dont Report à nouveau sous gestion contrôlée</i>	-574 542	175 314			-399 228
Sous-total	14 156 331	1 083 338		-3 196	15 236 473
Résultat de l'exercice	1 083 338	-1 083 338		-168 697	-168 697
<i>dont Résultat sous gestion contrôlée</i>	222 970	-222 970		-709 226	-709 226
SITUATION NETTE	15 239 669			-171 892	15 067 777
Subventions d'investissement	1 998 207		134 119	-158 901	1 973 424
Réserves des PV nettes d'actif	256 781			-10 100	246 681
TOTAL	17 494 656		134 119	-340 894	17 287 881

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

Les fonds propres consolidés de l'Adapei 49 ont diminué de -206 775€ entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024, cette variation s'expliquant d'une part par le résultat déficitaire réalisé en 2024 (-168 697€), par des variations sur les subventions (nouvelles subventions 134 119€ et reprises de subventions -158 901€), par une reprise de provision réglementée (-10 100€) et une reprise de résultats antérieurs (-3 196€).

C. Provisions pour risques et charges / Fonds dédiés

Le tableau ci-après met en évidence les variations des provisions pour risques et charges, ainsi que des fonds dédiés, entre le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2024.

Nature	Solde au 31/12/2023	Dotations (+)	Reprises (-)	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagement retraite & risques salaires	3 168 485	478 065	440 848	3 205 702
Provisions pour restructuration	11 708		11 708	0
Fonds dédiés	2 541 998	752 137	588 889	2 705 247
TOTAL	5 722 191	1 230 203	1 041 445	5 910 948

La reprise de provision pour risques et charges de 440 848€ comprend une diminution des provisions pour indemnités de départ en retraite de 440 848€ en lien avec des salariés ayant fait valoir leurs droits à la retraite en 2024 et à la hausse du taux d'actualisation de 3.17% à 3.38%.

Un complément de provision pour indemnités de départ en retraite a été doté pour 453 027€ se ventilant de la façon suivante :

- ⇒ sur les Entreprises Adaptées : 79€
- ⇒ sur les ESAT : 1 773€
- ⇒ dans les autres dossiers en gestion propre : 101 185€
- ⇒ dans les dossiers en gestion contrôlée : 349 990€.

Une provision pour risque de non paiement par l'Etat de la contribution au plan de formation des travailleurs en situation de handicap en ESAT a été dotée pour 25 038€.

En lien avec le projet inclusif sur le territoire choletais, la provision exceptionnelle pour restructuration dotée pour 170 000€ en 2020 au sein de l'IME La Rivière a fait l'objet d'une reprise de 11 708€, cette provision présente un solde nul au 31/12/2024.

Laurent DUBREUIL
Commissaire aux Comptes

Les fonds dédiés en solde au 31 décembre 2024, présentant un total de 2 705 247€ à la clôture, se répartissent de la façon suivante :

⇒ Les fonds dédiés relatifs aux Crédits Non Reconductibles ou aux dotations pérennes versés par l'ARS de 2015 à 2023 présentent un solde global de 1 182 889€ et se ventilent de la façon suivante :

- 90 000€ au titre de deux nouveaux dispositifs mis en place sur le SESSAD Cholet (Classe ULIS et interventions très précoces pour des jeunes avec Troubles du Spectre Autistique),
- 6 720€ pour la mise en place de formations coordonnées pour les ESAT,
- Il avait également été doté en 2015 des fonds dédiés à hauteur de 80 000€ sur le pôle IME / SESSAD en lien avec les formations complémentaires à réaliser afin d'atteindre les objectifs posés par le CPOM pour la période 2014-2018.
- 29 204€ au titre de l'équipe mobile (EMARS),
- 145 000€ pour le développement sur 3 ans d'un SESSAD de coordination (RAPT et accompagnement des enfants avec des orientations SESSAD sans solution) et pour le développement d'un dispositif de gestion de liste d'attente de SESSAD pour 3 ans (PCPE Coordination),
- 242 560€ en accompagnement à l'évolution de l'offre médico-sociale,
- 322 500€ pour la création d'un SESSAD de 15 places PCPCE d'appui à la scolarisation (DASE),
- 105 000€ pour le développement de l'équipe mobile de soins (EMARS),
- 106 200€ pour la création d'une équipe d'appui aux assistants familiaux (EAAF),
- 36 253€ pour des mesures d'attractivité salariale,
- 4 452€ pour le Défi Polyhandicap porté par le FAM La Longue Chauvière,
- 15 000€ pour augmenter la file active du PCPE.

⇒ Les fonds dédiés relatifs aux Crédits Non Reconductibles ou aux dotations pérennes versés par l'ARS en 2024 présentent un solde global de 227 944€ et se ventilent de la façon suivante :

- 76 000€ pour la création d'un SESSAD de 15 places PCPCE d'appui à la scolarisation (DASE),
- 47 600€ pour la création d'une équipe d'appui aux assistants familiaux (EAAF),
- 29 798€ pour des mesures d'attractivité salariale,
- 10 436€ pour le financement de séjours ASE,
- 64 110€ pour des renforts de moyen en lien avec des accueils singuliers.

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

Des fonds dédiés à l'investissement pour 893 585€ :

- 35 608€ pour la réalisation de travaux d'aménagements des extérieurs à l'ESAT Avrillé,
- 2 662€ pour le SAVS Argerie,
- 3 314€ pour l'équipement des espaces communs de Habitats Inclusifs,
- La provision réglementée pour renouvellement des immobilisations constituée en 2011 s'inscrit dans le cadre des reconstructions de l'IME Europe et de l'internat de l'IME La Rivière, en lien avec un Crédit Non Reconductible perçu de l'ARS pour le même montant. Conformément au règlement ANC 2019-04, la provision réglementée pour renouvellement des immobilisations d'un montant de 590 680€ au 31/12/2019 a été reclassée en fonds dédiés au 31/12/2020. Ce fonds dédié est repris au rythme des amortissements des phases de reconstruction correspondantes. Il présente un solde de 466 603€ au 31/12/2024.
- Dans le cadre du projet architectural de l'IME La Rivière, un fonds dédié à l'investissement a été constitué en 2022 pour 67 000€ et doté de 67 000€ en 2023. Une dotation complémentaire de 55 023€ a été ajoutée en 2024 portant ce fonds à 169 023€.
- La part non consommée des dotations aux amortissements prévues au budget des établissements médico-sociaux a été fléchée dans un fonds dédié à l'investissement pour 216 374€.

⇒ Des fonds dédiés pour des dispositifs particuliers :

- 113 359€ pour le financement d'un dispositif multi-partenarial avec la Communauté 360,
- 3 681€ dans le cadre du projet multi-partenarial d'aide à la gestion de parcours complexe en santé mentale Case Managers,
- 28 240€ au titre de l'Habitat inclusif.

⇒ Les fonds dédiés relatifs aux FIR (Fonds d'Intervention Régional) de l'ARS pour 176 850€ correspondent à des crédits pour un poste de coordinateur régional ARDESAT « un avenir après le travail » au sein des ESAT.

⇒ Suite au changement d'OPCO, Adapei Formation a récupéré le solde des fonds non utilisés dédiés à la formation professionnelle pour 26 729€.

⇒ L'association a perçu des subventions et dons qui sont affectés à des projets précis non encore réalisés au 31/12/2024, d'où la constitution de fonds dédiés pour un montant de 51 970€.

*Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes*

Ce tableau permet de visualiser la situation des créances et dettes au 31 décembre 2024, ainsi que leur ventilation par échéance.

Etat des échéances des créances et des dettes								
Créances (a)	Montant brut 31/12/2024	Échéances		Dettes (b)	Montant brut 31/12/2024	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an			à 1 an au +	à + d'1 an	à + de 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (1)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (1)				
Prêts (1)	728 201		728 201	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1)	4 244 983	488 920	1 788 392	1 967 672
Autres immobilisations financières	211 581	211 581		Emprunts et dettes financières divers (1)	20 534		20 534	
Créances de l'actif circulant :				Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 263 850	2 263 850		
Créances clients et comptes rattachés	5 202 875	5 202 875		Personnel et comptes rattachés	3 244 076	3 237 653	6 423	
Autres créances clients				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 966 643	1 966 643		
Personnel et comptes rattachés				Etat et autres collectivités publiques	1 070 693	1 070 693		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	688 059	688 059		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Etat et autres collectivités publiques	43 703	43 703		Autres dettes	262 818	262 818		
Autres créances	3 782 554	3 782 554		Produits constatés d'avance	62 955	62 955		
Charges constatées d'avance	440 671	440 671						
TOTAL	11 097 645	10 369 444	728 201	TOTAL	13 136 552	9 353 531	1 815 349	1 967 672
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice	119 554			(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice				(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	476 541			

E. Emprunts

Les emprunts en cours pour l'ensemble des établissements de l'association sont présentés dans le tableau ci-après. Le capital restant dû aux organismes bancaires s'élève à **4 233 042€** au 31 décembre 2024.

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31/12/2024						
ETABLISSEMENT / OBJET	MONTANT	- d'1 an	1 à 5 ans	5 ans et +	CRD 31/12/2024	DUREE
IME CLAIRVAL Extension	350 000	14 000	56 000	87 500	157 500	25 ANS 01/10/2010 01/10/2035
FOYER BELLE BEILLE Extension & Rénovation du Foyer	190 000	9 892	44 352	12 398	66 641	25 ANS 25/11/2005 25/11/2030
FOYER BELLE BEILLE Extension & Rénovation du Foyer	200 000	10 000	40 000	5 000	55 000	20 ANS 26/04/2010 26/04/2030
FOYER MAISON DES PINS Extension salle à manger et agencement salle de réunion	150 000	10 000	40 000	40 834	90 834	15 ANS 04/12/2018 04/12/2033
ADAPEI 49 – SIEGE SOCIAL Achat Siège Angers	632 500	27 444	109 774	34 304	171 522	25 ANS 28/09/2005 28/09/2030
IME BORDAGE FONTAINE Construction SEHA	1 400 000	46 970	187 880	446 215	681 065	30 ANS 15/05/2009 15/05/2039
IME BORDAGE FONTAINE Achat locaux IME	950 000	38 000	152 000	114 000	304 000	25 ANS 20/12/2007 20/12/2032
EA CHOLET Achat bâtiment industriel	920 000	36 800	147 200	230 000	414 000	25 ANS 29/03/2011 29/03/2036
ADAPEI 49 - ASSOCIATION Achat maison de Sorges pour le compte de la MECS L'Eclaircie	330 000	16 500	66 000	24 750	107 250	20 ANS 05/06/2011 05/06/2031
EA CHOLET Agencements du bâtiment industriel	220 912	15 235	15 235	0	30 471	14,5 ANS 27/06/2012 27/12/2026
IME EUROPE Construction du bâtiment de la SEHA	1 100 000	25 235	100 938	208 185	334 358	25 ANS 10/01/2013 10/01/2038
EA LA POMMERAYE Agencements du bâtiment pour mise en service de la blanchisserie industrielle	360 000	24 000	60 000	0	84 000	15 ANS 30/04/2013 30/04/2028

TABLEAU DES EMPRUNTS AU 31/12/2024						
ETABLISSEMENT / OBJET	MONTANT	- d'1 an	1 à 5 ans	5 ans et +	CRD 31/12/2024	DUREE
FOYER MAISON DES PINS Levée d'option d'achat du bâtiment principal suite à crédit-bail	70 000	4 667	14 000	0	18 667	15 ANS 04/11/2013 04/11/2028
FOYER MAISON DES PINS Extension de la cuisine et terrassement des chemins extérieurs (accessibilité)	135 000	9 000	36 000	0	45 000	15 ANS 24/12/2014 24/12/2029
EA CHOLET Construction et agencements de la cuisine centrale	1 100 000	75 862	265 517	0	341 379	15 ANS 10/06/2014 10/06/2029
IME EUROPE Reconstruction et agencements du bâtiment principal	900 000	50 000	200 000	325 000	575 000	18 ANS 01/10/2017 01/10/2035
IME EUROPE Acquisition internat TREMUR Mûrs-Erigné	350 000	23 333	93 333	122 500	239 167	15 ANS 05/05/2020 05/05/2035
ADAPEI 49 - ASSOCIATION Acquisition et agencements de locaux destinés à regrouper les services Choletais	800 000	40 041	160 162	316 986	517 189	20 ANS 01/12/2017 01/12/2037
TOTAL	10 158 412	476 978	1 788 392	1 967 672	4 233 042	

L'ensemble des emprunts est garanti par des suretés réelles (hypothèques, nantissement de placements financiers).

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

F. Autres Créances (comptes courants d'associés, débiteurs divers et produits à recevoir)

Elles présentent un solde total de 4 464 612€ au 31 décembre 2024, et se ventilent pour l'essentiel de la façon suivante :

- ⇒ 3 549 530€ au titre du compte courant d'associé avec la SCI Le Pigeonnier, sans autre créance relative aux frais de siège et à la refacturation d'investissements à cette même SCI,
- ⇒ 145 126€ au titre du compte courant avec la SCI Les Frères Montgolfier, sans autre créance relative aux frais de siège facturés à cette même SCI,
- ⇒ 27 500€ au titre du compte courant avec le fonds de dotation Handicap et Citoyenneté.

G. Engagements hors bilan

Cautions données et autres engagements donnés :

- ⇒ 203 000€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 24 février 2012 à hauteur de 560 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement des agencements de la blanchisserie industrielle de l'ESAT Saint Lambert).
- ⇒ 240 500€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 9 mars 2016 à hauteur de 390 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT La Pommeraye),
- ⇒ 226 944€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en janvier 2017 à hauteur de 475 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT Trélazé),
- ⇒ 296 000€ au 31/12/2024, l'Association ayant nanti des titres financiers à hauteur de 300 000€, en garantie du remboursement d'un prêt bancaire de 429 000€ contracté par la SCI Le Pigeonnier auprès du LCL en date du 26 décembre 2016, et dont le capital restant dû s'élève à 296 076€ au 31 décembre 2024 (objet du prêt : financement de l'extension et de la mise aux normes de l'ESAT Trélazé).
- ⇒ 1 174 028€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 6 mars 2019 à hauteur de 1 500 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du LCL (objet du prêt : financement de la reconstruction de l'ESAT Avrillé).
- ⇒ 1 143 750€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Le Pigeonnier en date du 6 mars 2019 à hauteur de 1 500 000€ dans le cadre d'un prêt bancaire auprès du Crédit Coopératif (objet du prêt : financement de la reconstruction de l'ESAT Avrillé).
- ⇒ 326 750€ au 31/12/2024, l'Association s'étant portée caution personnelle et solidaire de la SCI Les Frères Montgolfier en date du 29 janvier 2014 à hauteur de 780 000€ dans le cadre de deux prêts bancaires auprès du Crédit Coopératif (objet des prêts : financement de l'acquisition et des agencements du bâtiment Espaces Verts de l'EA d'Avrillé).
- ⇒ 190 000€ au 31/12/2024, l'Association ayant nanti des titres financiers à cette hauteur, en garantie du remboursement d'un prêt bancaire de 380 000€ contracté par la SCI Les Frères Montgolfier auprès du Crédit Coopératif en date du 25 novembre 2019, et dont le capital restant dû s'élève à 198 669€ au 31 décembre 2024 (objet du prêt : extension du bâtiment Espaces Verts de l'EA Avrillé).

Laurent DERRÉE
Commissaire aux Comptes

H. Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite s'élève à 3 554 294€ au 31 décembre 2024, estimation basée sur le calcul réalisé en utilisant un outil ad hoc.

Les paramètres de calcul retenus sont les suivants :

- ⇒ les éléments conventionnels de nos 4 conventions collectives appliquées (CCN 66, Métallurgie, Centres de formation, Animation)
- ⇒ l'âge de la retraite retenu est de 67 ans
- ⇒ le taux de charges sociales appliqué est personnalisé par convention collective, il ressort un taux moyen de 40%
- ⇒ le taux de rotation du personnel appliqué est de 1%
- ⇒ le taux d'actualisation des salaires appliqué est de 3%, et le taux d'actualisation financière s'élève à 3.38% conformément aux recommandations de l'ANC (Autorité des Normes Comptables).

La provision comptabilisée au titre de ces engagements de retraite s'élève à 2 521 227€ dans les comptes des établissements arrêtés au 31/12/2024. Un engagement complémentaire est comptabilisé dans les comptes consolidés pour 429 588€ portant la provision à 2 950 815€.

Cette provision comptable se voit complétée par la souscription en 2016 d'un contrat de capitalisation de type IFC (« Indemnités de Fin de Carrière »), à hauteur de 500 000€ ayant une valeur actualisée au 31/12/2024 de 603 479€. Ce contrat IFC a été retraité dans les comptes consolidés 2016 en charge d'assurance-vie afin de respecter les principes comptables en vigueur.

I. Rémunération des dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération. Seuls les frais engagés sont remboursés sur la base des frais réels.

J. Régime fiscal

L'association est constituée sous la forme juridique de la loi de 1901. Elle possède une qualification d'utilité publique par la nature de ses missions d'intérêt général et son affiliation à l'UNAPEI. Il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés. Seules les plus-values financières et locatives sont soumises à l'impôt sur les sociétés.

K. Périmètre et Résultats comptables et administratifs

Le tableau ci-après présente les contributions au résultat consolidé comptable et les résultats administratifs des établissements sous contrôle de tiers financeurs. Afin de ne pas perturber la lecture des comptes, les retraitements de consolidation ont été isolés.

RESULTAT DES ETABLISSEMENTS DE L'ADAPEI 49 - Exercice 2024			
Etablissement	Résultat comptable	dont prix de journée CRETON	Résultat administratif
IME LA RIVIERE - SEES - Cholet	-381,00		-381,00
IME CHANTEMERLE - SEES - Bagnaux	-81 685,37		-81 685,37
IME CLAIRVAL - SEES + SIPFP - Segré	3 602,69	90 956,35	-87 353,66
IME CHAMPFLEURY - SEES - Baugé	-16 822,52		-16 822,52
IME BORDAGE FONTAINE- SIPFP - Cholet	-170 614,74	169 729,03	-340 343,77
IME EUROPE - SIPFP - Les Ponts de Cé	-81 168,89	-50 275,07	-30 893,82
SESSAD APIC'S	-2 162,91		-2 162,91
SESSAD Cholet	153 942,00		153 942,00
SESSAD Bagnaux	6 416,47		6 416,47
SESSAD Segré	15 961,14		15 961,14
SESSAD Baugé	-24 614,90		-24 614,90
SAMSAH Adapei 49 (partie Soins)	45 384,34		45 384,34
FAM La Longue Chauvière (partie Soins) - Cholet	7 835,95		7 835,95
RESULTATS CPOM ASSURANCE MALADIE	-144 307,74	210 410,31	-354 718,05
ESAT BPAS Cholet	-30 873,70		-30 873,70
ESAT BPAS Avrillé	-6 082,49		-6 082,49
ESAT BPAS Loire-Mauges - La Pommeraye	-22 527,45		-22 527,45
ESAT BPAS Saumur	-23 203,56		-23 203,56
ESAT BPAS Les Ardoisières - Trélazé	-95 042,82		-95 042,82
ESAT BPAS Argerie - Le Louroux Béconnais	4 603,87		4 603,87
RESULTATS CPOM ESAT BPAS	-173 126,15		-173 126,15
ESAT BAPC Cholet	-3 747,20		-3 747,20
ESAT BAPC Avrillé	94 275,38		94 275,38
ESAT BAPC Loire-Mauges - La Pommeraye	44 948,92		44 948,92
ESAT BAPC Saumur	72 189,04		72 189,04
ESAT BAPC Les Ardoisières - Trélazé	-39 998,87		-39 998,87
ESAT BAPC Argerie - Le Louroux Béconnais	-72 033,00		-72 033,00
RESULTATS CPOM ESAT BAPC	95 634,27		95 634,27
RESULTATS SOUS CONTRÔLE ARS	-221 799,62	210 410,31	-432 209,93
FV La Maison des Pins - La Breille Les Pins	-106 434,21		-106 434,21
FV La Longue Chauvière - Cholet	128 717,96		128 717,96
FAM La Longue Chauvière (partie Département) - Cholet	-330 324,52		-330 324,52
FH Les Résidences - Cholet	27 570,34		27 570,34
FH Maison de Belle Beille - Angers	-76 547,82		-76 547,82
FH L'Accueil - Doué La Fontaine	-13 169,46		-13 169,46
SAVS Cholet	-2 361,78		-2 361,78
SAVS Angers	-40 062,00		-40 062,00
SAVS Argerie	-25 600,16		-25 600,16
SAMSAH Adapei 49 (partie Département)	-15 670,60		-15 670,60
SAJE	45 491,02		45 491,02
ESCA'L	-79 035,02		-79 035,02
RESULTATS SOUS CONTRÔLE CONSEIL DEPARTEMENTAL	-487 426,25		-487 426,25
RESULTAT GESTION CONTROLEE	-709 225,87	210 410,31	-919 636,18

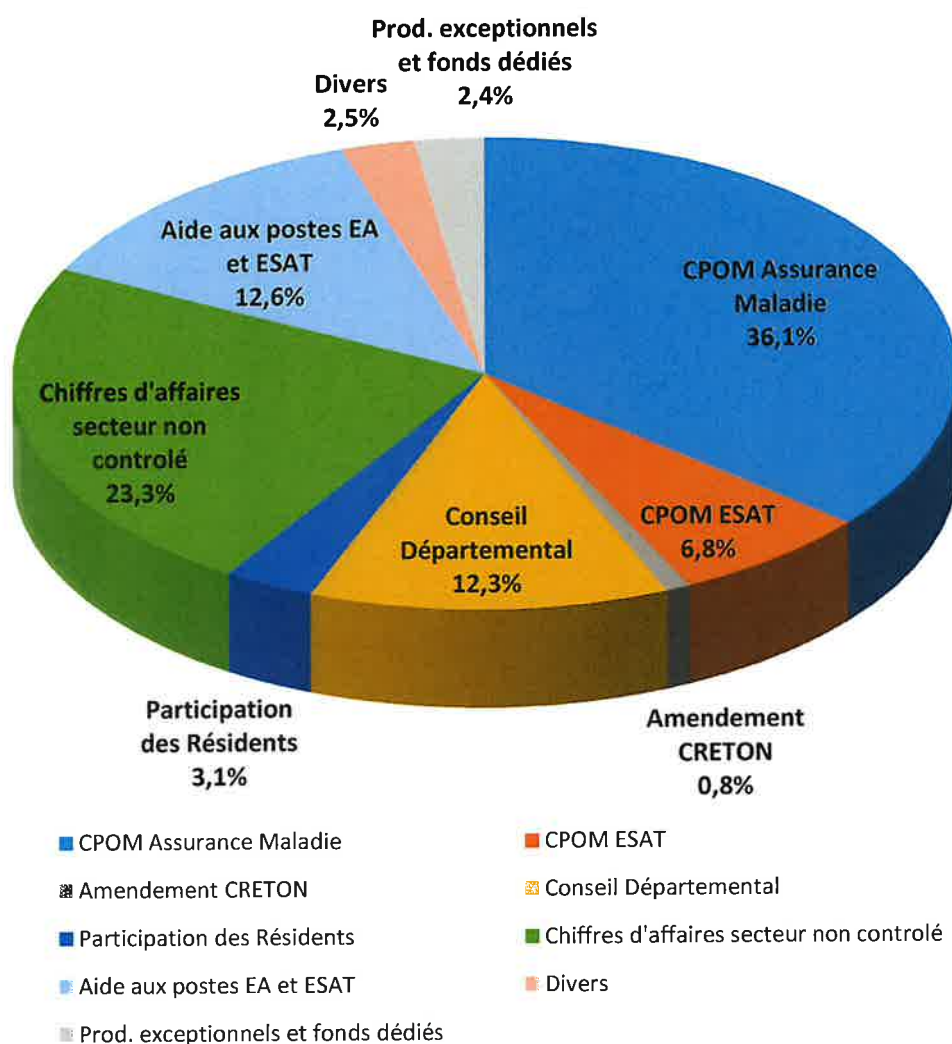
RESULTAT DES ETABLISSEMENTS DE L'ADAPEI 49 - Exercice 2024			
Etablissement	Résultat comptable	dont prix de journée CRETON	Résultat administratif
Entreprise Adaptée Cholet	164 912,40		164 912,40
Entreprise Adaptée Avrillé	331 296,06		331 296,06
Entreprise Adaptée La Pommeraye	8 835,77		8 835,77
Entreprise Adaptée Verrières-en-Anjou	43 946,57		43 946,57
RESULTATS EA	548 990,80		548 990,80
ADAPEI FORMATION - Angers & Cholet	-166 750,55		-166 750,55
DEACC Emploi accompagné	-4,52		-4,52
PARH Pôle Appui Ressources Handicap	-2 481,43		-2 481,43
HABITAT INCLUSIF	18 847,90		18 847,90
SIEGE SOCIAL	115 438,38		115 438,38
RESULTAT AUTRES ETABLISSEMENTS GESTION PROPRE	-34 950,22		
ADAPEI 49	19 432,13		19 432,13
COMITES LOCAUX	-10 443,51		-10 443,51
RESULTATS DES INSTANCES ASSOCIATIVES	8 988,62		8 988,62
RESULTAT GESTION PROPRE	523 029,20		
Dotation provision congés payés	-83 770,00		
Dotation provision indemnités départ à la retraite	25 935,00		
Variation de dépréciation des Valeurs Mobilières de Placement	75 334,76		
RESULTAT CONSOLIDATION	17 499,76		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-168 696,91		

Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

L. Analyses des ressources

La répartition des ressources de l'Adapei 49 (produits comptables), d'un montant total de 63 773 150€ au titre de 2024 est présentée dans le graphique ci-après :

Ressources de l'Adapei 49

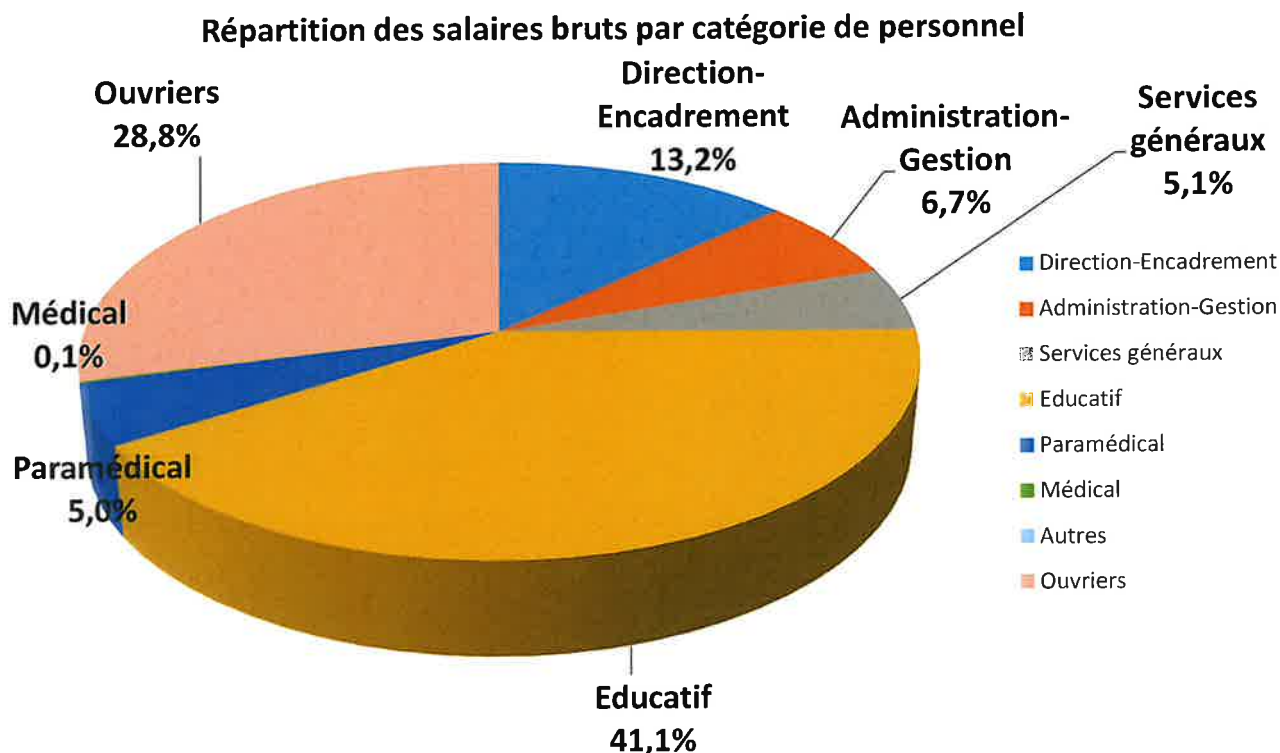


Laurent DEBRÉE
Commissaire aux Comptes

M. Charges de personnel

Le tableau ci-après représente la répartition des salaires bruts 2024 (hors indemnités de départ en retraite, de licenciement et de rupture conventionnelle, et hors aides sur contrats) par catégorie de salariés.

L'effectif salarié présent en Contrat à Durée Indéterminée au 31 décembre 2024, hors travailleurs d'ESAT, s'élève à 870 personnes représentant 807,76 équivalents temps plein.



Les travailleurs d'ESAT présents au 31 décembre 2024 sont quant à eux au nombre de 336 et représentent 309 équivalents temps plein.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

L'Adapei 49 détient la majorité des parts de deux SCI, comme le montre le tableau ci-après :

Nature	Valeur des titres	Pourcentage de détention	Capitaux propres avant résultat 2024	Résultat 2024
SCI Le Pigeonnier	15 245€	99,9%	-81 139€	-101 195€
SCI Les Frères Montgolfier	10 000€	99%	50 494€	19 094€

Par ailleurs, le compte courant entre l'Association et :

- ⇒ La SCI Le Pigeonnier présente un solde débiteur de 3 549 530€ dans les comptes de l'Association, ce compte courant étant rémunéré au taux annuel de 1%,
- ⇒ La SCI Les Frères Montgolfier présente un solde débiteur de 145 126€ dans les comptes de l'Association, ce compte courant étant rémunéré au taux annuel de 1%.